

## 6) Le 13 mai 1958

Le 13 mai 1958, à six heures du soir, une vaste manifestation se déroule à Alger, au monument aux morts. Puis, la foule, composée essentiellement de Français d'Algérie, prend d'assaut le Gouvernement Général, siège du gouvernement français. Un "**Comité de Salut public**" est aussitôt formé, dont le général Massu (cf. Mai 1968 < sujet numéro 8 >) devient le chef. Quelques heures plus tard, le général Salan (cf. Indochine) annonce qu'il prend en main les destinées de l'Algérie française.

L'événement est le fruit d'une longue crise. D'abord l'Algérie est en guerre depuis le 1er novembre 1954, date du début du soulèvement algérien. Ensuite, les Français d'Algérie, ainsi que la majeure partie de l'armée, estiment le gouvernement trop 'mou' vis-à-vis des militants du FLN, les "fellaghas" (= "coupeurs de route" >> partisans algériens soulevés contre les autorités françaises). Il y a la circonstance aggravante de la crise ministérielle à Paris depuis près d'un mois, **et le Président du Conseil (=Premier ministre) pressenti, Pierre Pflimlin**, est soupçonné par les "ultras" de l'Algérie française de vouloir négocier avec le F.L.N..

A Paris, les députés qui sont divisés sur la question, investissent quand même Pflimlin, à une forte majorité, pour qu'il y ait au moins un gouvernement, et celui-ci donne pleins pouvoirs au général Salan pour "rétablir la paix en Algérie".

Pendant quelques jours la situation sera très confuse. En France, le gouvernement hésite sur la voie à suivre. Les syndicats et une partie de la gauche commencent à s'agiter. En Algérie, le général **Salan**, poussé par des gaullistes fervents, le général **Massu** et un leader du Comité de Salut public, **Léon Delbecq**, donne bientôt un objectif précis aux Français d'Algérie: **imposer le retour du général De Gaulle au pouvoir**. On suppose qu'une fois le régime politique redevenu fort, la défense de l'Algérie française sera assurée.

Le 24 mai, la Corse se rallie au mouvement d'Alger, et trois jours plus tard, le général De Gaulle déclare: "J'ai entamé le processus régulier d'établissement d'un gouvernement." Le 1er juin il est investi par l'Assemblée et constitue un gouvernement de coalition.

Cinq mois plus tard, une nouvelle constitution proposée par le général De Gaulle sera adoptée à une écrasante majorité par le peuple français, ce qui marque la fin de la IVe République. Mais la victoire des Français d'Algérie sera sans effet car De Gaulle engagera bientôt avec le F.L.N. des négociations qui aboutiront à l'indépendance de l'Algérie, en 1962.

La IVe République française agonise

Paris, 13 mai

C'est dans une atmosphère fébrile que Pierre Pflimlin, appelé le 9 par René Coty pour constituer un gouvernement, a été investi Président du Conseil, à 2 h 45

ce matin. Ce vote est un réflexe de défense républicaine (les communistes se sont abstenus) face aux événements d'Algérie et l'instabilité politique qui ébranle la France. Mais les députés n'ont défendu cette nuit que les formes de la légalité. Car la période de flottement ouverte par le renversement de Félix Gaillard, le 15 avril, a démontré que plus aucun gouvernement n'était capable de maîtriser la crise algérienne. Dans ce climat de panique, deux pouvoirs, juridique à Paris, militaire à Alger, tendent à s'équilibrer, auxquels s'ajoutent l'autorité morale de l'homme de Colombey.

Relations Paris-Alger : le ton monte

Alger 13 mai

Tandis qu'Alger est en liesse, Paris semble avoir perdu le nord. A l'Assemblée Nationale, Félix Gouin, Président du Conseil par intérim, était submergé par une droite hurlant « Algérie française ! », tandis que la gauche scandait avec force : « Le fascisme ne passera pas !. Il ne parviendra pas à se faire entendre. Au milieu d'un indescriptible brouhaha, le nouveau Président du Conseil, Pierre Pflimlin, a reçu l'investiture. Sur les rives de la Méditerranée, juché sur le balcon du form d'Alger, le général Massu annonce que le nouveau Président a été élu « avec la complicité des voix communistes ». Il supplie ensuite de Gaulle de « rompre le silence en s'adressant au pays en vue de former un gouvernement de salut public ». On est d'ailleurs en train d'en monter un, sans trop savoir s'il sera le gouvernement d'une Algérie française ayant rompu les liens avec la métropole ou l'amorce d'un regroupement national. Dans l'incertitude du moment présent, la foule acclame Jacques Soustelle et sollicite le soutien des régiments parachutistes.

Le général De Gaulle se rend en Algérie

Alger, 4 juin,

Si, pour l'ensemble des Français, De Gaulle est l'homme du 18 juin <1940>, les Algériens le considèrent aujourd'hui comme celui du 13 mai. Au balcon du gouvernement du gouverneur général, tendu de tricolore, Charles de Gaulle, les bras en V, s'est écrié « Je vous ai compris », poursuivant : « Je sais ce qui s'est passé ici, je vois ce que vous avez voulu faire, je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie est celle de la rénovation et de la fraternité. » Alger hurle sa joie, tant et si bien qu'elle acclame le principe du collège électoral unique ... repoussé naguère par les Européens. Mais De Gaulle n'a pas repris les mots d'ordre du jour : « Intégration », « Algérie française ». Voyant ses ministres Lejeune et Jacquinet écartés du balcon par les officiers du service d'actions psychologique, il a dit à Massu : « Quel bordel, arrêter mes ministres ! ».